

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 3 NOVEMBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Ils se font tous la malle...
- 2) Les imposteurs
- 3) Une erreur...
- 4) Il va le perdre
- 5) Il n'est plus là !!



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Au PS, les militants se font la malle



Nombre de militants ont choisi cette année de ne pas renouveler leur adhésion au parti socialiste

Selon Europe 1, le Parti socialiste enregistrerait cette année une chute record des adhésions, avec à la clé de lourdes pertes financières.

Au PS, les casseroles commencent à coûter cher. Les députés frondeurs, le remaniement gouvernemental, l'affaire Thomas Thévenoud, l'impopularité de François Hollande et les échecs électoraux ont des conséquences qui vont bien au-delà de la seule politique. Selon des informations du Lab - Europe 1, le parti enregistrerait une baisse historique des adhésions depuis le début de l'année.

En Gironde, la moitié des 4000 adhérents n'auraient pas renouvelé leur cotisation. La fédération du Nord, l'une des plus importantes de France, aurait également perdu un millier de militants sur les 9000 qu'elle comptait l'an dernier. Et le scénario semble se répéter dans toute la France.

800.000 euros manquent à l'appel

Au-delà des conséquences sur la vie du parti, l'effondrement des adhésions a des conséquences financières manifestes. Le budget prévisionnel du PS pour 2014 tablait sur 1,3 million d'euros de recettes provenant des cotisations à fin juillet. Mais la réalité est très loin de ces estimations : sur les sept premiers mois de l'année, ce sont à peine 530.000 euros qui sont rentrés dans les caisses du parti, soit une chute de 60% des recettes.



Thomas morel-metronews.fr

II) Les économistes sont-ils des imposteurs?



Par Aude Lancelin

Ils influencent les politiques et ont remplacé philosophes, sociologues et historiens pour expliquer le monde. Daniel Cohen et Marcel Gauchet s'interrogent sur leurs pouvoirs, leurs mérites et leurs limites.



Hier encore on demandait à Claude Lévi-Strauss ou à Jean Baudrillard de déchiffrer l'avenir de notre civilisation, aujourd'hui on demande à Daniel Cohen ou à Jean Tirole, nouveau prix Nobel d'économie, de nous expliquer la panne de croissance. A quel moment a eu lieu la bascule ? Dans les cabinets ministériels, difficile d'entendre parler d'autre chose que de courbes et de chiffres. Chez les éditorialistes, on parle réduction de la dette et réforme du marché du travail avec la gravité intimidante de qui prétend remplacer l'argumentation par les équations.

Le ton BFM et l'esprit «Capital» - l'hebdo du business, pas celui de Marx - semblent avoir tout annexé. A l'économie, et quasi à elle seule désormais, on accorde le sérieux, le concret des choses, les clés du lendemain. Partout elle s'est peu à peu substituée à la délibération politique et aux visions non utilitaristes du monde.

Chez les jeunes économistes eux-mêmes, la révolte gronde d'ailleurs contre les prétentions écrasantes à la scientificité de leurs aînés néoclassiques. Un collectif d'étudiants français, le Peps (Pour un Enseignement pluraliste dans le Supérieur en Economie), réclame ainsi une refonte de l'enseignement de la matière, plus ouverte aux autres sciences humaines, tandis qu'un économiste australien, Steve Keen, fait paraître ces jours-ci «l'Imposture économique» aux Editions de l'Atelier, violente charge contre la prétention de sa discipline à prendre le contrôle des politiques sociales à travers le monde.

Dans les extraits publiés par «le Monde diplomatique» d'un livre à paraître le 30 octobre (1), Régis Debray s'inquiète lui aussi :

S'il y a une crise économique, l'économie est si peu en crise que son ombre portée gouverne aussi bien notre intimité que l'ensemble de notre vie publique et intellectuelle.

Et de regretter que nos mots eux-mêmes soient en train d'y laisser des plumes. «Chacun s'exprime à l'économie: il gère ses enfants, investit un lieu,

affronte un challenge, souffre d'un déficit d'image, mais jouit d'un capital de relations.» Aujourd'hui «l'Obs» lance le débat en choisissant d'interroger radicalement ce phénomène si peu questionné: l'expansion de la vision économique du monde.

Aude Lancelin

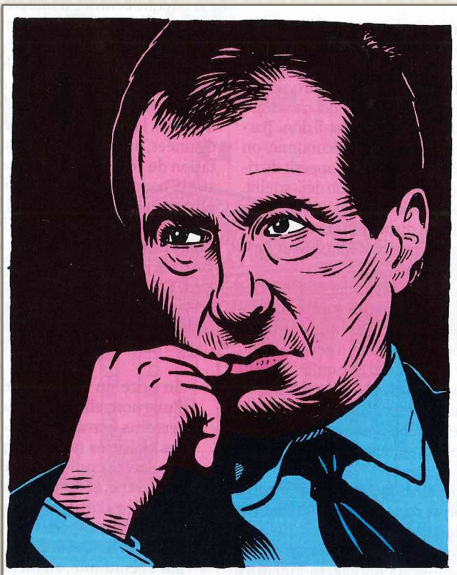
(1) «L'Erreur de calcul», Editions du Cerf.

L'Obs Comment l'économie a-t-elle pu prendre une telle importance dans notre appréhension du monde? Comment les économistes ont-ils pu acquérir un tel statut de penseurs, de quasi-gourous, de prophètes?

Daniel Cohen L'économie a totalement changé de nature au cours des trente dernières années. Elle est beaucoup plus envahissante qu'auparavant. L'économisme triomphe, au sens où les gens sont désormais constamment ramenés à ce qu'ils gagnent. Si l'économie prend tant de place aujourd'hui, c'est par contraste avec la situation antérieure, dans les années 1950 et 1960, lorsqu'elle était encore mêlée à d'autres valeurs.

Il existait dans ces années-là un compromis bâtard entre le marché, fonctionnant à la compétition, et les organisations, entreprises et familles de toutes sortes, fonctionnant selon des normes issues d'une société hiérarchique, verticale, elle-même héritière des sociétés prémodernes.

Les années 1970, et 1980 surtout, ont vu émerger un «nouvel esprit du capitalisme» qui a balayé les compromis antérieurs, où les collectifs ont volé en éclats, où chacun n'a plus été mesuré qu'à proportion de sa productivité individuelle.



Daniel Cohen (par Stéphane Trapier)

Marcel Gauchet Nous nous rejoignons sur le fond, même si je crois qu'il faut distinguer le discours économique comme discours de légitimation politique et la place des faits économiques dans la société. Nous étions dans un monde où le social et le politique englobaient l'économie et la structuraient dans une large mesure. Nous sommes passés dans une situation où l'économie est supposée faire société. Et, du même mouvement, le discours économique est devenu le discours autour duquel s'organise la discussion publique dans son entier: elle se ramène invariablement à l'invocation des paramètres économiques.

Mais le phénomène dépasse largement l'obsession des grandeurs financières. On va faire par exemple une analyse économique du système scolaire, afin de juger de son efficacité sur ses résultats, même si cela ne se mesure pas à proprement parler en termes monétaires. Le critère du jugement par les résultats est devenu dominant dans notre vie sociale tout entière. Il exerce une pression continue, il pénètre de plus en plus la vie de nos sociétés - c'est là le véritable «économisme», devenu le phénomène central de notre époque.

Marcel Gauchet, vous semblez observer cette évolution avec une grande inquiétude. Vous affirmiez récemment: «L'enfermement dans l'économie est un des pièges les plus dangereux du moment.»

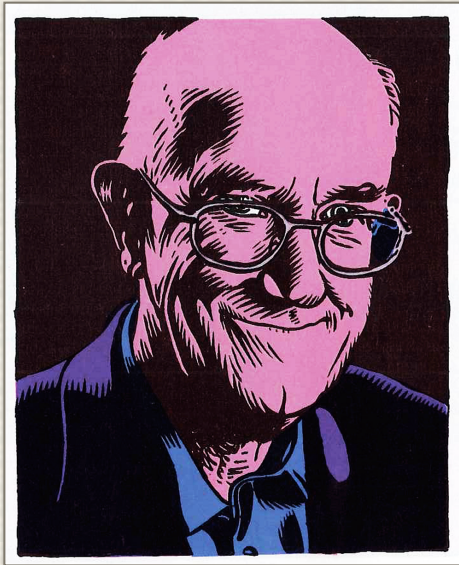
M. Gauchet Cette évolution est en effet la source d'un malaise social immense. Parce qu'elle laisse de côté, ou renvoie dans l'invisible, des dimensions qui continuent d'être vitales du point de vue des individus et de l'existence collective, et qui n'ont plus droit de cité ou qui sont carrément déclarées obsolètes.

Au fond, nos sociétés politiques se divisent en deux, c'est même d'une certaine manière l'axe du vrai partage politique aujourd'hui, qui n'a plus rien à voir avec la droite et la gauche. D'un côté il y a ceux qui ne croient qu'en l'économie, qui sont donc adeptes conscients, ou inconscients, de cet économisme dont nous parlions. De l'autre, ceux pour lesquels l'existence collective continue de se passer en dehors de ces repères.

On le voit à l'intensité des débats sur tous les points que cet économisme laisse de côté. L'exemple type, pour prendre l'actualité immédiate, c'est la famille. Ou encore la nation. L'économie ne nous dit rien sur ces affaires. Elle

n'explique ni d'où on vient, ni où on va, ni pourquoi on y va. Elle n'a à nous proposer qu'un avenir plus performant, parce que l'innovation permet une productivité supérieure, des rendements meilleurs, une richesse collective plus grande. Mais est-ce que c'est ça le but du parcours de l'humanité ?

Les liens sociaux en général répondent à d'autres normes que celle de l'efficacité économique. Vous ne vivez pas, dans les rapports avec les gens auxquels vous tenez, sur un mode économique. Une dichotomie se creuse entre le vécu spontané des peuples et la manière dont sont régies nos sociétés, de plus en plus gouvernées en fonction de cet économisme qui s'impose dans tous les secteurs de la vie sociale. Il en résulte un grand désarroi, un sentiment d'incompréhensibilité de ce qui se passe et un repli du plus grand nombre sur l'existence privée. C'est le coeur du malaise politique dans lequel nous nous trouvons.



Marcel Gauchet (par S. Trapier)

L'économie ne nous dit rien des fins dernières, or elle tend à supplanter toutes les autres grilles de lecture... En tant qu'économiste, Daniel Cohen, est-ce un état de fait qui vous inquiète aussi ?

D. Cohen Oui bien sûr. Le rêve des sociétés industrielles d'hier était d'intégrer les différents étages de la société: l'ouvrier, l'ingénieur, le contremaître, le patron qui appartenaient au même collectif. Tout cela faisait une société hiérarchique, étouffante et qui a fini par éclater, mais qui du point de vue de la répartition du revenu et de la production était intégrée et de fait solidaire.

On est passé depuis à une société débitée en tranches où chacun vit séparé des autres. La fin de

l'homo hierarchicus n'a pas donné lieu à un homo aequalis, au sens de Louis Dumont, mais à une société étanche, où l'égalité se décline entre pairs, de manière totalement endogame. Il n'y a plus aucune communication entre les différents étages de la société. On reste entre soi. Dans l'entreprise, on externalise les tâches aux quatre coins de la planète, et le patron lui-même vit dans un autre ciel, celui de la finance. On a créé des mondes qui s'ignorent, et à l'intérieur desquels la rivalité est exacerbée.

Toutes les organisations, les institutions, l'école, l'université sont soumises à cette loi nouvelle. Tous les mois, j'ai un bonhomme qui m'envoie mon classement de 1 à 10.000 sur l'échelle des économistes mondiaux ! Je ne lui ai rien demandé. On est mis en tension, en compétition permanente. Les forces de coopération sont détruites. Et ce n'est même pas un système efficace, car il y a des réserves de productivité et d'efficacité considérables qui sont ainsi perdues, qui ne s'obtiendraient qu'à la confiance et à la réciprocité. C'est là où l'on voit que l'économisme de la société produit de manière autoréalisatrice un monde cohérent avec lui-même, où les rapports monétaires chassent les autres aspirations.

L'économie a-t-elle en quelque sorte détruit les autres modes de représentation du monde ou a-t-elle simplement servi à remplir un vide, celui laissé par la disparition de ce qu'on a appelé les «grands récits»?

M. Gauchet Il faut mesurer le changement de philosophie collective qui s'est opéré. Repartons des années 1960, sommet de l'univers sorti de la deuxième révolution industrielle. Pour la droite gaulliste, l'économie était avant tout l'instrument de la grandeur du pays - il faut être riche pour être puissant, pour avoir les moyens d'un rayonnement à l'échelle du monde. Pour la gauche, le problème était de redéfinir l'organisation économique en fonction de la forme de société qu'on souhaitait instituer.

A partir de là, le tournant des années 1970-1980 nous a fait changer de culture. Le but est devenu d'accroître de façon maximale la richesse collective afin que chacun y trouve son compte à sa façon. Il ne s'est plus agi de mettre l'économie au service du collectif, d'une manière ou d'une autre, mais d'offrir à chaque individu les moyens de choix personnels les plus grands possibles à l'intérieur d'une richesse collective qu'il fallait accroître par tous les moyens.

A cet égard, on peut vraiment parler d'un suicide inconscient du socialisme démocratique dans son rapport à l'économie. Cette conversion explique la liquidation pure et simple de la gauche européenne qui est en cours. Elle a vendu son âme au diable, mais le diable n'avait rien à lui donner, c'était un très mauvais calcul !

Ce n'est pas que l'économie a pris le pouvoir, c'est que le politique a disparu. Il s'est creusé un vide, dont la disparition du politique est un pôle et dont la disparition du sens de l'histoire est l'autre, en particulier pour le mouvement socialiste et pour la gauche en général. Aujourd'hui, notre monde est sans direction. Nous n'avons plus ni politique ni histoire. Il nous reste l'économie qui tient lieu de tout.

D. Cohen C'est vraiment le coeur de la question. De l'idée du progrès qui s'annonçait au XVIII^e siècle, il semble ne rester que celle du progrès matériel. C'est un paradoxe quand on sait que Keynes par exemple annonçait dans les années 1930 qu'en 1980 nous ne travaillerions plus - phrase célèbre - que deux à trois heures par jour, que la question économique serait réglée comme l'avait été au siècle passé la question alimentaire, que la prospérité serait telle qu'on «pourra enfin s'occuper des choses qui comptent, l'art, la culture, la métaphysique».

Que s'est-il donc passé pour que cet idéal ne se soit pas réalisé ? En économie, on appelle ça le «paradoxe d'Easterlin», qui dit que l'appétit de richesse est insatiable, quel que soit le niveau de revenu déjà atteint. La France est aujourd'hui deux fois plus riche qu'en 1970. Cela ne se traduit pas par une hausse du niveau du bien-être ressenti par ses habitants.

L'homo economicus, comme disait Alfred Sauvy, est un marcheur qui n'atteint jamais l'horizon. Malgré la richesse sans précédent des sociétés occidentales, la demande économique n'a jamais été aussi forte parce que l'économie elle-même n'a jamais été aussi décevante. La croissance se tarit. On est en train de tout rogner, nos dépenses de santé, d'éducation, de protection sociale, pour maintenir la flamme d'une croissance du pouvoir d'achat dont les effets ne seront qu'éphémères. Jusqu'où sommes-nous prêts à aller pour sacrifier le progrès social du siècle passé au nom d'un progrès matériel devenu évanescent ? Telle est la question éminemment politique du moment.

Comment expliquez-vous toutefois la promotion spectaculaire du discours

économique dans l'espace public ? Au moins autant que les intellectuels, on pourrait dire en effet que les économistes n'ont cessé de se tromper...

M. Gauchet Ni la philosophie, ni la sociologie, ni l'histoire n'ont aujourd'hui la même vitalité et le même rayonnement intellectuel qu'il y a trente ou quarante ans. C'est flagrant. Il ne serait donc pas juste de se plaindre que de grandes oeuvres de sciences humaines sont reléguées dans la clandestinité par un discours économique hégémonique !

La vérité est qu'il y en a peu au rendez-vous. Pourquoi ? Que s'est-il passé intellectuellement dans nos sociétés ? La montée de l'économisme correspond, du point de vue des sensibilités, à un changement très profond de la demande sociale d'intelligence. Le désir d'intelligibilité a été supplanté par le souci d'efficacité d'un système conçu comme le seul possible. La question n'est plus de comprendre ce que sont l'homme, la société, l'histoire... La question est juste de savoir comment ça marche et comment faire en sorte que ça marche mieux.

C'est en ce sens que l'expert a pris la relève de l'intellectuel. Le mot est atroce mais parlant: on assiste à une désintellectualisation de nos sociétés. Elle va de pair avec une lecture de l'existence collective réduite au droit, à l'économie et à la technique.

D. Cohen Je partage ce constat. Sur la question des erreurs des économistes, je vais toutefois me permettre de faire un peu de corporatisme. Les économistes ont dénoncé l'«exubérance irrationnelle» des marchés financiers dans les années 1990 et bien vu aussi la bulle immobilière de la décennie suivante. Ils ont mal ou pas du tout perçu la déflagration des subprimes, de 2007, en partie parce que la finance l'avait cachée aux régulateurs eux-mêmes.

Mais quand la bulle financière a éclaté, après Lehman, la «profession», à part quelques exceptions, a parfaitement fait le diagnostic du risque d'une répétition de la crise des années 1930. Bernanke, le président de la banque centrale américaine, prend ses décisions en ayant le livre des années 1930 sur les genoux.

Alors qu'est-ce qui aujourd'hui ne fonctionne pas en Europe ? C'est notre construction institutionnelle. On a interdit à la Banque centrale d'intervenir, on oblige les pays à mener des

politiques d'austérité qu'aucun économiste ne soutient vraiment, hormis peut-être quelques économistes allemands. On est en réalité dans un problème politique: c'est la construction européenne et ses contradictions qui sont au coeur de la question.

Par ailleurs, il faut savoir qu'à l'heure où la société s'«économise», la profession d'économiste vit, depuis une vingtaine d'années, une véritable transformation intellectuelle, une mutation de l'ordre de celle que le keynésianisme a pu produire sur la conception de l'équilibre macroéconomique. Les économistes discutent avec les psychologues pour comprendre pourquoi les schémas cognitifs divergent de leurs propres postulats de rationalité. Ils font de plus en plus d'histoire. Le lien avec les juristes et les sociologues est également très important.

La profession n'est pas dupe de son extraordinaire difficulté à comprendre la mondialisation et les crises financières, et de la nécessité qui est la sienne de s'enrichir, ici au bon sens du terme, au contact des autres disciplines.

On note en effet depuis quelques années l'expansion d'une nouvelle économie «comportementale» qui utilise certains travaux de sciences sociales, et s'éloigne donc des théories néoclassiques. Mais ce qui ne change pas avec cette nouvelle tendance, c'est l'effet de scientificité recherché, et donc d'autorité incontestable... Il y a encore ici l'idée d'une position de surplomb du discours de l'expert par rapport aux politiques démocratiques. N'est-ce pas là le vrai secret de la fascination actuelle exercée par l'économie, en même temps que son danger?

D. Cohen Il y a un bon et un mauvais usage de l'économie, comme d'ailleurs des autres disciplines. L'erreur serait de croire qu'il y a un discours unifié des économistes. Ils divergent sur un grand nombre de points, et ce ne sont pas des vérités révélées qu'il faut attendre de leur part, mais des raisonnements, des données, qui doivent être débattus dans la cité.

L'autre erreur, c'est de surestimer le degré d'influence des économistes. Le plus souvent les politiques se contentent d'utiliser tel ou tel économiste pour légitimer leurs discours. Il faut je crois relativiser fortement le discours selon lequel les économistes «guident le monde». C'est plutôt le contraire.

Propos recueillis par François Armanet et Aude Lancelin

III) Sivens : « Une erreur d'appréciation », selon Royal

Le Monde.fr

http://www.dailymotion.com/video/x295e5e_segolene-royal-sur-sivens-il-y-a-eu-une-erreur-d-appreciation_news

La ministre de l'écologie était l'invitée dimanche 2 novembre du « Grand Rendez-Vous » i-Télé-Europe 1-Le Monde.

Barrage de Sivens

Ségolène Royal, interrogée sur le projet contesté du barrage de Sivens, dans le Tarn, a estimé qu'« il y a [vait] eu une erreur d'appréciation » et qu'un tel ouvrage « ne serait plus possible aujourd'hui ».

« La durée de la réalisation, d'obtention d'autorisations, des délais, est beaucoup trop longue sur ce type d'équipement, ce qui fait qu'au moment où les travaux commencent souvent les ouvrages sont périmés. »

Interrogée sur un possible arrêt du projet, Ségolène Royal a dit ne pas vouloir « [s]e substituer » aux élus locaux, qui sont maîtres d'ouvrage, mais la ministre a rappelé qu'elle les recevrait mardi pour « trouver des solutions ». « Le moment est venu de donner une suite au rapport que j'ai commandité (...), ma responsabilité est de trouver des solutions, l'objectif de cette réunion, c'est de trouver des solutions », a-t-elle dit. « Nous allons examiner ensemble, avec les deux experts mandatés, les différents scénarios possibles », a déclaré la ministre.

Ségolène Royal a condamné les actes de violence qui ont émaillé depuis plusieurs jours des manifestations en mémoire à Rémi Fraisse, le jeune militant écologiste mort sur le chantier du barrage.

« Je condamne toutes les formes de violence qui ont eu lieu, notamment de la part de personnes qui n'ont rien à voir avec le territoire ni la protection environnementale. »

Survol de centrales nucléaires par des drones

Concernant le survol de centrales nucléaires par des drones, la ministre a indiqué n'avoir « aucune piste pour l'instant ». « La sécurité des centrales nucléaires est assez forte pour résister à ces risques. (...) Nous ne minimisons pas ces survols, nous ne les dramatisons pas non plus », a-t-elle assuré.

« Je ne laisserai personne mettre en cause la crédibilité et la sécurité de nos centrales nucléaires. »

Le nouveau survol de cinq centrales nucléaires vendredi soir par des drones plongent les autorités dans l'embarras, le mystère restant entier sur les responsables de ces survols et sur leurs motivations.

Fermeture de Fessenheim

La ministre de l'énergie a affirmé qu'elle sera « à l'écoute » des propositions d'EDF en matière de fermeture de centrales nucléaires, qui pourraient porter sur une centrale « plus vieillissante » que celle de Fessenheim, la décision finale revenant à François Hollande.

Interrogée sur la conviction exprimée par la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Emmanuelle Cosse, que la centrale alsacienne « doit fermer », en vertu de l'engagement du candidat François Hollande en 2012, la ministre a déclaré dimanche : « C'est son point de vue. »

« Moi, mon point de vue de ministre de l'énergie, avec ma méthode de travail, d'écoute et de construction avec les partenaires compétents (...), c'est que j'écouterai ce qu'EDF dira, et le conseil d'administration d'EDF qui va en débattre ».

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le PS va-t-il échapper à Hollande?



Jean-Christophe Cambadélis et Martine Aubry vont-ils batailler pour le parti? (Maxppp)

Contesté par Martine Aubry et ses amis, le chef de l'État tente de garder la main sur son parti.

La bataille de Solferino reprend. Pour l'heure, on ne sait pas s'il reste beaucoup de rouge dans la bouteille socialiste, mais la semaine qui s'annonce est une semaine de décantation. Décisive donc. En jeu, trouver une date pour le prochain congrès et la faire valider au conseil national du 15 novembre. Derrière cette lutte de calendrier se cache un enjeu bien plus important. Le parti restera-t-il loyal à Hollande ou s'engagera-t-il dans un compagnonnage bien plus critique?

L'intérêt de l'exécutif est de retarder au maximum ce congrès dans l'espoir d'éviter que s'étalent davantage les critiques vis-à-vis du gouvernement. "Le PS, c'est un peu comme un volcan. Il se repose mais il peut y avoir des éruptions. Et après, ça peut être Pompéi", avertit un dirigeant. Repousser le congrès en 2016 permettrait à Hollande de transformer cet épisode compliqué en un moment de prédésignation du candidat. Car plus la date se rapproche de la présidentielle et moins les socialistes pourront se déchirer.

La gauche du parti, celle des frondeurs, veut dans l'ensemble un congrès dès 2015, date à laquelle le jeu sera plus ouvert. "Nous voulons un PS de propositions qui entretient une forme de rapport critique au gouvernement", souligne Emmanuel Maurel, l'actuel chef de l'aile gauche du PS. "À force de se tirer des balles dans le pied, on va manquer et de balles et de pieds. Ce n'est pas le Front de gauche ou l'UMP qui vont valoriser ce qu'on fait", alerte Laurent Grandguillaume, fidèle hollandais.

"Camba est réglé"

Autre candidat au poste de Cambadélis, Benoît Hamon. Si celui-ci arrivait à faire alliance avec les proches d'Aubry, il pourrait envisager une

victoire. Le PS serait donc aux mains d'un ancien ministre qui a la particularité de ne pas avoir voté le budget de l'État une fois redevenu député. La garantie d'une fin de quinquennat à remous pour le chef de l'État. "Il faudra retrouver une ligne compatible avec les autres partis de gauche. Si Hamon gagne, on ne sera pas dans l'accompagnement du gouvernement", prévient un dirigeant de son courant qui reconnaît qu'une telle situation serait "du jamais-vu". Hamon? "Il n'est plus en état. Il s'est mis une balle dans la tête à Frangy", pointe un dirigeant de l'aile droite du PS.

Cambadélis, lui, n'est pas encore sorti de l'ambiguïté. Récemment, il a mis au débat quatre dates pour le congrès. Trois en 2015 : début juin, fin juin ou octobre. Une autre au premier semestre 2016. S'il s'est démarqué de Valls sur un éventuel changement de nom du parti, son habileté à ne commenter que très peu l'action du gouvernement n'a pas échappé à certains. "Camba est réglo avec le Président et avec le Premier ministre. Il fait le taf, on le soutient Les autres n'ont pas de leaders pour le Congrès", note un proche de Valls. Une grande partie de l'équation du PS repose sur Aubry et les siens. Les voilà quasi en position de faiseurs de roi. En réunion de préparation, leur représentant s'est dit pour 2015. Pencheront-ils vers un candidat critique type Hamon ou vers une candidature plus centrale type Camba? "C'est trop tôt pour le savoir", confie un proche de la maire de Lille. 2015 annonce une drôle de cuvée.

Arthur Nazaret - Le Journal du Dimanche

V) Le Pen : "Il n'y a plus de Président"



Marine le Pen dans son bureau du Front National à Nanterre. (Eric Dessons / JDD)

La patronne du Front national, Marine Le Pen, revient sur le bilan de François Hollande, et évoque sa relation avec son père ainsi que les prochaines échéances de son parti.

François Hollande est à mi-mandat. Vous rejetez tout ce qu'il a fait?

Oui. La réalité est qu'il n'a rien fait. Il est resté sur

la pente de Nicolas Sarkozy, celle de l'effondrement économique et social du pays. Il y a ajouté une pincée de division de la société. Les résultats sont déplorables mais ils étaient prévisibles. Aujourd'hui, il n'y a plus de président de la République en France. Son prédécesseur faisait en sorte que cela se voit moins, mais c'est la même chose. Il n'y a plus de président, seulement des préfets interchangeables, là pour appliquer une politique imposée de l'extérieur.

Réclamez-vous toujours une dissolution de l'Assemblée?

Bien sûr. Quand il existe une aussi grande fracture entre le peuple et l'exécutif, il n'y a pas d'autre moyen que la dissolution pour purger le malentendu gigantesque né de la mise en œuvre d'une politique rejetée par l'immense majorité des Français.

Vous installeriez Nicolas Sarkozy à Matignon...

Pourquoi?

À la différence de l'UMP, qui fait preuve d'une couardise terrible, moi, je me présente aux élections pour gagner, pas pour me défilier. Moi, je remplirai le mandat que les Français m'auront confié. Je ne dis pas que ce sera de tout repos. Ce sera un sacré bras de fer avec le président de la République, mais je mènerai la politique pour laquelle j'aurai été élue.

Vous en parlez comme d'une certitude.

Je ne vois pas comment le président de la République peut faire autrement que dissoudre. Je ne vois pas.

Craignez-vous plus la concurrence d'Alain Juppé ou celle de Nicolas Sarkozy?

Ni l'un ni l'autre. Ils sont dans un état d'esprit de combat pour la deuxième place, comme le PS d'ailleurs. Par paresse intellectuelle, ils pensent que tout candidat au second tour face à Marine Le Pen gagnera.

Je les appelle à plus de lucidité et plus de modestie. En réalité, c'est une primaire européenne qui aura lieu entre l'UMP et le PS, pour savoir qui va représenter l'Union européenne à la présidentielle. Ils ont exactement les mêmes options.

Que proposez-vous concrètement sur le chômage?

Il faut radicalement changer de modèle, de logiciel. Il faut rompre avec l'extrémisme ultralibéral, qui est un choix idéologique au même titre que l'était le communisme. Cela veut dire retrouver notre monnaie, l'adapter à notre économie, ce qui nous permettra de retrouver la compétitivité. Il faut ensuite retrouver la maîtrise de notre économie, faire le choix du patriotisme économique, mettre en place des mesures aujourd'hui interdites par Bruxelles avec l'avantage donné aux entreprises françaises dans l'accès aux marchés publics. Et maîtriser nos frontières économiques en mettant en place des droits de douane modulés contre la concurrence internationale déloyale.

Une partie de la gauche s'oppose aussi à l'ultralibéralisme...

Vous vous trompez, l'extrême gauche est incohérente dans ces domaines. C'est pourquoi elle est très bas électoralement. Elle fait souvent le bon constat mais elle ne va pas au bout de la logique. Ils sont soi-disant contre l'Europe, mais ils refusent de remettre en place des frontières économiques nationales. Ils sont soi-disant contre l'ultralibéralisme mais ils refusent toute idée de maîtrise de l'immigration. Or l'immigration est un des leviers de l'ultralibéralisme.

Dans votre tribune sur l'emploi publiée sur votre site, vous ne mentionnez pas la préférence nationale. Ce n'est plus une priorité du FN?

Bien sûr que si, la priorité nationale est une priorité du FN. C'est une mesure de justice, à partir du moment où à compétences égales on donne un avantage dans l'accès à l'emploi à ceux qui ont la nationalité française plutôt qu'à ceux qui ne l'ont pas. Le chômage est le nœud du problème.

Ce n'est plus l'immigration?

C'est aussi l'immigration qui aggrave considérablement les déficits sociaux. Quand il y a un chômage de masse, ceux qui vivent sur notre territoire sont à la charge de la société française. Quand on aura réglé le problème du chômage on aura réglé celui du coût du travail, car les charges sont la conséquence du chômage. Ne prenons pas ce problème à l'envers.

Approuvez-vous l'expression "grand remplacement", souvent employée par des gens qui se revendiquent du FN?

Le concept de grand remplacement suppose un plan établi. Je ne participe pas de cette vision complotiste. Je pense de manière plus pragmatique que l'immigration est utilisée depuis trente ans par les grands milieux financiers pour peser à la baisse sur les salaires, avec une grande efficacité si j'en crois les derniers chiffres. Parallèlement, les politiques se constituent un réservoir électoral qu'ils ont perdu chez les ouvriers.

Vous serez la seule candidate à votre succession au congrès du FN à la fin du mois de novembre. Il y a pourtant des clivages au sein du parti et des tensions avec votre père. Est-il un opposant?

Pas du tout. S'il était un opposant, il se serait présenté. Ou il aurait suscité une candidature. On peut avoir sur un certain nombre de sujets des points de divergence, parfois, mais rester d'accord sur l'essentiel.

Que reste-t-il du FN de votre père?

Il reste la colonne vertébrale de la nation, la seule chose qui importe. Il en découle la défense de l'identité, des libertés, de la souveraineté. Ce qui a changé, ce sont les dangers, les maux. Nous adaptons la défense de la nation aux nouvelles formes d'agression qu'elle subit. Au XXe siècle, il y avait deux totalitarismes, le communisme et le nazisme. Au XXIe, le mondialisme et l'islamisme. Nous luttons contre les totalitarismes.

Le changement de nom du parti parachèverait-il la dédédiabolisation du FN?

C'est un débat de stratégie. Beaucoup ont voulu voir dans cette réflexion un débat autour de la dédédiabolisation, ce n'est absolument pas le sujet. Ceux qui pensent qu'il serait positif de changer le nom ne le font pas sous cet axe, mais sous l'axe d'un changement de dimension du Front national. Le FN est en train de rassembler aujourd'hui bien au-delà de son étiage traditionnel. Faut-il ou non acter ce grand rassemblement, c'est ça la question. Ce débat n'est pas d'actualité pour une raison simple : le Rassemblement Bleu Marine remplit cet office. Ça parle aux Français, chacun trouve sa place.

Quels seront vos objectifs aux départementales et régionales?

Aux départementales, mon objectif est d'avoir des élus, des candidats dans les 2.056 cantons. Il n'y a aujourd'hui qu'un conseiller général FN. Pour les régionales, nous voulons multiplier le nombre de

nos élus, autour de 150 aujourd'hui. Peut-être gagner une ou deux régions.

Vous pensez aux régions Nord-Pas-de-Calais et Paca? Serez-vous candidate vous-même?

Ce sont les régions où nous sommes les plus forts mais on ne connaît pas encore les circonscriptions, les dates et les compétences. Serai-je candidate, je ne sais pas. Je n'ai pas pris ma décision.

Pourquoi hésitez-vous?

Je ne sais pas s'il n'y aura pas une dissolution d'ici là. Et je ne connais pas la date de ces élections, cela peut jouer aussi. Nous n'en sommes pas là.

Les nouveaux maires FN créent des polémiques, à Hayange ou Marseille. Avez-vous du mal à tenir vos troupes?

Pas du tout. Je trouve qu'ils font un très bon travail, et leurs électeurs le pensent aussi, je crois. On avait prédit que les premiers pas de ces maires seraient apocalyptiques, empreints d'amateurisme. Je vois qu'ils tiennent leurs promesses et obtiennent des résultats financiers efficaces. Si demain on devait rejouer l'intégralité des municipales, ils seraient tous élus au premier tour. Ce n'est pas parce qu'un journaliste décide qu'un sujet doit faire polémique que les Français y voient une polémique.

Bruno Jedy et Nicolas Prissette - Le Journal du Dimanche

A Suivre...
La Presse en Revue